



Les agentes et les agents de la Fonction publique le savent : à la crise sanitaire et ses lourdes conséquences, s'ajoutent les mauvais coups de la politique gouvernementale.

Ces derniers mois, le pouvoir exécutif a multiplié les louanges – pouvait-il faire autrement ? – en direction des personnels de la Fonction publique, les actes sont bien loin d'être en accord avec les discours.

Certes, contraint par l'engagement sans faille des agent-es publics des trois versants dans la grave situation que nous traversons, il a dû lâcher un peu de lest et concéder certaines mesures. Celles-ci sont également le fruit des mobilisations passées et en cours dans lesquelles nos organisations syndicales sont pleinement investies.

Mais que ce soit le Ségur de la Santé ou le Grenelle de l'Éducation pour ne citer que ces deux exemples, on reste très loin du compte et des besoins, et ces dispositifs parcellaires font l'impasse sur de trop nombreux autres secteurs totalement laissés pour compte.

Pire, des pans entiers de la politique austéritaire continuent de sévir comme si de rien n'était : poursuite du gel de la valeur du point aggravant la perte de pouvoir d'achat, nouvelles suppressions d'emplois dans de nombreuses administrations et établissements dégradant toujours plus les conditions de travail et la santé des personnels, mise en oeuvre de la loi dite de transformation de la Fonction publique aux désastreuses répercussions notamment sur la représentation des personnels et donc sur leurs droits, poursuite et aggravation de restructurations remettant en cause les missions publiques, répression anti-syndicale toujours plus forte.

Face à cela et en dépit des contraintes considérables découlant de l'épidémie et de sa gestion, les actions se multiplient.

C'est encore le cas ce mois de janvier où plusieurs mobilisations importantes ont lieu dans la Fonction publique. Essentielles, nous les soutenons et y participons.

C'est sur elles et à partir d'elles que doit se construire, dans l'unité syndicale la plus large possible, le rapport de force nécessaire pour gagner sur les revendications.

C'est tout le sens de la journée interprofessionnelle du 4 février où tous les salarié·es, du privé comme du public, sont appelé·es à se mobiliser. Nos organisations soutiennent l'ensemble des actions que les agentes et des agents de la Fonction publique décideront collectivement pour s'y inscrire.

Pour :

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

>>> **L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice, l'attribution d'un nombre de points à tout·es et la reconnaissance des qualifications ;**

>>> **La revalorisation des pensions et des retraites ;**

>>> **Les créations d'emplois de fonctionnaires et la titularisation des agents non titulaires indispensables au bon fonctionnement du service public ;**

>>> **La réduction du temps de travail sans perte de salaire et avec les créations d'emplois indispensables ;**

>>> **L'arrêt des restructurations et des privatisations remettant en cause les missions publiques ;**

>>> **L'abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique ;**

>>> **La suppression totale et définitive du jour de carence ;**

>>> **De nouvelles mesures fortes pour l'égalité entre les femmes et les hommes.**

fichiers:



[Télécharger tract_unitaire_4_fevrier.pdf](#) (169.82 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2021](#)

[Fonction publique](#)

- [A](#)
- [A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank